

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES.....	3
ARTICLE 1.1 - Bénéficiaire et portée de l'autorisation.....	3
ARTICLE 1.2 - Nature des installations.....	3
ARTICLE 1.3 - Conformité au dossier de demande d'autorisation.....	5
ARTICLE 1.4 - Durée de l'autorisation et abrogation.....	5
ARTICLE 1.5 - Garanties financières.....	6
ARTICLE 1.6 - Modifications et cessation d'activité.....	6
ARTICLE 1.7 - Respect des autres législations et réglementations.....	7
TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT.....	8
ARTICLE 2.1 - Exploitation des installations.....	8
ARTICLE 2.2 - Réserves de produits ou matières consommables.....	8
ARTICLE 2.3 - Intégration dans le paysage.....	8
ARTICLE 2.4 - Danger ou nuisance non prévenu.....	9
ARTICLE 2.5 - Incidents ou accidents.....	9
ARTICLE 2.6 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection.....	9
ARTICLE 2.7 - Conformités aux plans et données techniques des différents dossiers présentés par l'exploitant.....	9
ARTICLE 2.8 - Dispositions générales.....	9
ARTICLE 2.9 - Pollutions accidentelles.....	10
ARTICLE 2.10 - Circulation dans l'établissement.....	10
TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE.....	11
ARTICLE 3.1 - Conception des installations.....	11
ARTICLE 3.2 - Conditions de rejet.....	11
ARTICLE 3.3 - Groupes frigorifiques.....	13
ARTICLE 3.4 - Odeurs.....	14
TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES.....	15
ARTICLE 4.1 - Prélèvements et consommations d'eau.....	15
ARTICLE 4.2 - Collecte des effluents liquides.....	15
ARTICLE 4.3 - Types d'effluents, leurs ouvrages d'épuration et leurs caractéristiques de rejet au milieu.....	16
ARTICLE 4.4 - Suivi des eaux souterraines.....	20
TITRE 5 - - DÉCHETS.....	21
ARTICLE 5.1 - Principes de gestion.....	21
TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS.....	24
ARTICLE 6.1 - Dispositions générales.....	24
ARTICLE 6.2 - Niveaux acoustiques.....	24
ARTICLE 6.3 - Vibrations.....	25
TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES.....	26
ARTICLE 7.1 - Généralités.....	26
ARTICLE 7.2 - Dispositions constructives.....	27
ARTICLE 7.3 - Moyens d'intervention et organisation des secours.....	28
ARTICLE 7.4 - Dispositif de prévention des accidents.....	31
ARTICLE 7.5 - dispositif de rétention des pollutions accidentelles.....	32
ARTICLE 7.6 - Dispositions d'exploitation.....	33
TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT.....	35
ARTICLE 8.1 - Installations de combustion.....	35
ARTICLE 8.2 - stockage de liquides inflammables.....	36
ARTICLE 8.3 - Atelier de charge d'accumulateurs.....	39
TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS.....	41
ARTICLE 9.1 - Bilans périodiques.....	41

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

TITRE 10 - PRÉVENTION DES NUISANCES SUR LA NATURE.....	42
ARTICLE 10.1 - Mesures d'évitement, de réduction et de compensation.....	42
ARTICLE 10.2 - Suivi de la faune, de la flore et des zones humides.....	42
TITRE 11 - ÉCHÉANCES.....	43
TITRE 12 - INFORMATION ET DISPOSITIONS DIVERSES.....	44
ARTICLE 12.1 - Sanctions.....	44
ARTICLE 12.2 - Frais.....	44
ARTICLE 12.3 - Information des tiers (article R.181-44 du code de l'environnement).....	44

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

TITRE 1 - PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 1.1 - BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

La société BNP PARIBAS dont le siège social est situé 16, Boulevard des Italiens à Paris (75 009) est autorisée à prolonger l'exploitation de son bâtiment existant par la création d'une extension, sous réserve du respect des prescriptions annexées au présent arrêté, prenant en compte les prescriptions relatives à la mise en place du nouveau bâtiment sur le territoire de la commune de Bailly-Romainvilliers (77700), avenue Johannes Gutenberg, les installations détaillées dans les articles suivants.

ARTICLE 1.2 - NATURE DES INSTALLATIONS

ARTICLE 1.2.1 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DES INSTALLATIONS CLASSÉES

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation ou de l'activité	Volume autorisé
3110	A	Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW	Bâtiment MAE1 : 8 groupes de puissance thermique unitaire 6 546 kWth et 1 groupe électrogène de puissance 817 kWth Soit un total de 53,2 MWth dont 13 MWth en redondance Bâtiment MAE2 : 6 groupes électrogènes de puissance thermique unitaire 6 300 kWth.	Puissance thermique : 91 MWth
1185-2-a	DC**	Gaz à effet de serre fluorés visés à l'annexe I du règlement (UE) n°517/2014 relatif aux gaz à effet de serre fluorés et abrogeant le règlement (CE) n° 842/2006 ou substances qui appauvrissent la couche d'ozone visées par le règlement (CE) n° 1005/2009 (fabrication, emploi, stockage). 2. Emploi dans des équipements clos en exploitation. a) Équipements frigorifiques ou climatiques (y compris pompe à chaleur) de capacité unitaire supérieure à 2 kg, la quantité cumulée de fluide susceptible d'être présente dans l'installation étant supérieure ou égale à 300 kg	Bâtiment MAE1 : 25 groupes froid et 2 pompes à chaleur utilisant 3 895,4 kg de R134a ou de R410a. Bâtiment MAE2 : 4 pompes à chaleur de 72 kg utilisant du R410a et 1 pompe à chaleur de 62 kg utilisant du R410a. (Présence de 16 groupes utilisant du R1234ze qui ne fait pas partie de gaz à effet de serre fluorés selon le règlement (CE) n° 1005/2009)	4 245,4 kg de fluides frigorigènes
2925-1	D	Accumulateurs électriques (ateliers de charge d') : 1. Lorsque la charge produit de l'hydrogène, la puissance maximale de courant continu utilisable pour cette opération étant supérieure à 50 kW	Bâtiment MAE1 : 44 onduleurs (44 bancs de batteries) d'une puissance maximale de courant continu de charge de 1 362 kW Bâtiment MAE2 : 24 onduleurs de 500 kVA et 8 onduleurs de 300 kVA soit un total de puissance maximale de courant continu de charge de 928 kW	Puissance maximale : 2 290 kW

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

Rubrique	Régime*	Libellé de la rubrique (activité)	Nature de l'installation ou de l'activité	Volume autorisé
4734-1-c	DC**	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution 1. Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés	Bâtiment MAE1 : 3 cuves enterrées double enveloppe contenant 100 m³ de fioul domestique chacune, 2 cuves enterrées double enveloppe contenant 10 m³ de fioul domestique chacune. Bâtiment MAE2 : 3 cuves enterrées double enveloppe de 100 m³ de fioul domestique chacune.	Capacité de stockage maximale : 523,4 t (FOD)
4734-2	NC	Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution 2. Pour les autres stockages	Bâtiment MAE1 : 8 cuves aériennes contenant 500 litres de fioul domestique chacune. Bâtiment MAE2 : 6 cuves aériennes de 500 litres unitaires de fioul domestique	Capacité de stockage maximale : 5,91 t de FOD (aérien)

* A (autorisation), E (enregistrement), D (déclaration), DC (déclaration soumis au contrôle périodique prévu par l'article L.512-11 du code de l'environnement), NC (non classé).

** En application de l'article R.512-55 du code de l'environnement, les installations DC ne sont pas soumises à l'obligation de contrôle périodique lorsqu'elles sont incluses dans un établissement qui comporte au moins une installation soumise au régime de l'autorisation ou de l'enregistrement.

ARTICLE 1.2.2 - LISTE DES INSTALLATIONS CONCERNÉES PAR UNE RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE LOI SUR L'EAU

L'installation est visée par les rubriques de la nomenclature « eau » suivantes :

Rubrique Alinéa	Régime*	Libellé de la rubrique (activité) Critères de classement	Caractéristiques de l'installation / Capacités maximales
2.1.5.0	D	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha
3.3.1.0	D	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 2° Supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 1 ha (D)	Surface concernée : 2 400 m²
1.1.1.0	D	Sondage, forage, y compris les essais de pompage, création de puits ou d'ouvrage souterrain, non destiné à un usage domestique, exécuté en vue de la recherche ou de la surveillance d'eaux souterraines ou en vue d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, y compris dans les nappes d'accompagnement de cours d'eau.	Présence sur site de : 3 piézomètres (2 en aval et un en amont) et 2 piézomètres temporaires (présent durant la phase de travaux du bâtiment MAE2)

* D : déclaration

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

ARTICLE 1.2.3 - SITUATION DE L'ÉTABLISSEMENT

Les installations autorisées sont situées sur la commune de Bailly-Romainvilliers à l'intérieur du Parc International d'Entreprises de Paris Val d'Europe. Les installations se trouvent dans la zone UZPO-B et UZPBE-Bb du Plan Local d'Urbanisme Intercommunal de Val d'Europe du 4 février 2021.

Commune	Parcelles
Bailly-Romainvilliers	B544, B554 et B557

ARTICLE 1.2.4 - CONSISTANCE DES INSTALLATIONS AUTORISÉES

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

- un bâtiment technique « MAE1 » composé de 2 salles de 1 500 m² et d'infrastructures techniques nécessaires au fonctionnement des équipements (groupes électrogènes, batteries, onduleurs, transformateurs, TBGT, armoires électriques terminales, équipements nécessaires à la climatisation des salles, centrale de traitement d'air, groupes frigorifiques...) et d'une petite zone logistique, abritant des locaux de stockage et de déballage des équipements informatiques.

Ce bâtiment comporte notamment 8 groupes électrogènes d'une puissance unitaire de 6 546 kWth et un groupe électrogène d'une puissance de 817 kW, soit une puissance totale de 53,2 MWth, dont 13 MWth en redondance.

1. un bâtiment technique « MAE2 » composé de 2 salles de 1 000 m² et d'infrastructures techniques nécessaires au fonctionnement des équipements hébergés :
 - équipements nécessaires à la fourniture d'une énergie électrique ininterrompible de haute qualité : groupes électrogènes, réserve d'énergie sous forme de batteries, onduleurs... ; transformateurs, TBGT, Armoires électriques terminales...
 - équipements nécessaires à la climatisation des salles : armoires de climatisation, groupes frigorifiques en toiture... ;
 - équipements nécessaires à la protection incendie du bâtiment ;
 - équipements nécessaires au fonctionnement des serveurs, et des équipements de sûreté du site et d'une zone logistique, abritant des locaux de stockage et de déballage des équipements informatiques.

Ce bâtiment comportera 6 groupes électrogènes d'une puissance unitaire de 6 300 kWth soit une puissance totale de 37,8 MWth.

La puissance totale sur MAE1 et MAE2 est donc de 91 MW.

ARTICLE 1.3 - CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

ARTICLE 1.4 - DURÉE DE L'AUTORISATION ET ABROGATION

ARTICLE 1.4.1 - DURÉE DE L'AUTORISATION

La présente autorisation cesse de produire effet si les installations du bâtiment MAE2 n'ont pas été mises en service dans un délai de trois ans à compter du jour de la notification de l'autorisation, sauf cas de force majeure ou de demande justifiée et acceptée de prorogation de délai conformément aux dispositions de l'article R. 181-48 du code de l'environnement, ou si les installations du bâtiment MAE2 n'ont pas été exploitées durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

ARTICLE 1.4.2 - ABROGATION

L'ensemble des prescriptions de l'arrêté préfectoral n° 12/DCSE/IC/092 du 06 novembre 2012 sont abrogées, à l'exception de l'article 1.1.1 « Exploitant titulaire de l'autorisation ».

ARTICLE 1.5 - GARANTIES FINANCIÈRES

ARTICLE 1.5.1 - MONTANT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.2 et notamment pour la rubrique suivante : 3.1.1.0 (Combustion de combustibles dans des installations d'une puissance thermique nominale totale égale ou supérieure à 50 MW).

Le montant de référence des garanties financières à constituer est fixé à 165 168,09 € TTC.

Il a été défini selon la méthode forfaitaire définie dans l'arrêté ministériel du 31 mai 2012 relatif aux modalités de détermination et d'actualisation du montant des garanties financières pour la mise en sécurité des installations classées et des garanties additionnelles en cas de mise en œuvre de mesures de gestion de la pollution des sols et des eaux souterraines en prenant en compte un indice TP01 de 109,8 (paru au JO du 20 novembre 2020) et un taux de TVA de 20 %.

Il est basé sur les quantités maximales susceptibles d'être présentes sur le site :

- 47 tonnes de produits et déchets dangereux dont 20 tonnes de machines informatiques, 15 tonnes d'hydrocarbures et 4 tonnes d'huile ;
- 80 tonnes de déchets non dangereux ;
- 8 cuves enterrées de fioul (6 de 100 m³ et 2 de 10 m³).

ARTICLE 1.5.2 - ÉTABLISSEMENT DES GARANTIES FINANCIÈRES

Avant la mise en activité du bâtiment « MAE2 » dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

ARTICLE 1.6 - MODIFICATIONS ET CESSATION D'ACTIVITÉ

ARTICLE 1.6.1 - PORTER À CONNAISSANCE

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

ARTICLE 1.6.2 - MISE À JOUR DES ÉTUDES D'IMPACT ET DE DANGERS

Les études d'impact et de dangers sont actualisées à l'occasion de toute modification notable telle que prévue à l'article R. 181-46 du code de l'environnement. Ces compléments sont systématiquement communiqués au Préfet qui pourra demander une analyse critique d'éléments du dossier justifiant des vérifications particulières, effectuée par un organisme extérieur expert dont le choix est soumis à son approbation. Tous les frais engagés à cette occasion sont supportés par l'exploitant.

ARTICLE 1.6.3 - ÉQUIPEMENTS ABANDONNÉS

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

ARTICLE 1.6.4 - TRANSFERT SUR UN AUTRE EMPLACEMENT

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou d'enregistrement ou déclaration.

ARTICLE 1.6.5 - CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Dans le cas où l'établissement change d'exploitant, le successeur fait la déclaration au Préfet dans le mois qui suit la prise en charge de l'exploitation.

ARTICLE 1.6.6 - CESSATION D'ACTIVITÉ

Pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, le site devra être remis dans un état comparable à l'état initial, permettant tous les usages compatibles avec le règlement de la zone du PLU en vigueur.

Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.

La notification prévue ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :

- l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;
- des interdictions ou limitations d'accès au site ;
- la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;
- la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

En outre, l'exploitant place le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette tous les types d'usages compatibles avec un terrain à bâtir dans le respect du règlement de la zone du PLU.

ARTICLE 1.7 - RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

ARTICLE 1.7.1 - RESPECT DES AUTRES LÉGISLATIONS ET RÉGLEMENTATIONS

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code minier, le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

TITRE 2 - GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 2.1 - EXPLOITATION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 2.1.1 - OBJECTIFS GÉNÉRAUX

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- la gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;
- prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, pour la santé, la sécurité, la salubrité publique, pour l'agriculture, pour la protection de la nature, de l'environnement et des paysages, pour l'utilisation rationnelle de l'énergie ainsi que pour la conservation des sites et des monuments ainsi que des éléments du patrimoine archéologique.

ARTICLE 2.1.2 - CONSIGNES D'EXPLOITATION

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans l'installation.

ARTICLE 2.2 - RÉSERVES DE PRODUITS OU MATIÈRES CONSOMMABLES

ARTICLE 2.2.1 - RÉSERVES DE PRODUITS

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants...

ARTICLE 2.3 - INTÉGRATION DANS LE PAYSAGE

ARTICLE 2.3.1 - PROPRETÉ

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

ARTICLE 2.3.2 - ESTHÉTIQUE

Les abords de l'installation, placés sous le contrôle de l'exploitant sont aménagés et maintenus en bon état de propreté (peinture,...). Les émissaires de rejet et leur périphérie font l'objet d'un soin particulier (plantations, engazonnement,...).

ARTICLE 2.4 - DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

ARTICLE 2.4.1 - DANGER OU NUISANCE NON PRÉVENU

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

ARTICLE 2.5 - INCIDENTS OU ACCIDENTS

ARTICLE 2.5.1 - DÉCLARATION ET RAPPORT

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

ARTICLE 2.6 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

ARTICLE 2.6.1 - RÉCAPITULATIF DES DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial,
- les plans tenus à jour,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

ARTICLE 2.7 - CONFORMITÉS AUX PLANS ET DONNÉES TECHNIQUES DES DIFFÉRENTS DOSSIERS PRÉSENTÉS PAR L'EXPLOITANT

Les installations et leurs annexes, ainsi que les équipements connexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers présentés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement substantiel des éléments des différents dossiers présentés par l'exploitant, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet, accompagnée de tous les éléments d'appréciation nécessaires.

ARTICLE 2.8 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

ARTICLE 2.9 - POLLUTIONS ACCIDENTELLES

Les dispositions appropriées sont prises pour réduire la probabilité des émissions accidentelles et pour que les rejets correspondants ne présentent pas de dangers pour la santé et la sécurité publique. La conception et l'emplacement des dispositifs de sécurité destinés à protéger les appareillages contre une surpression interne devraient être tels que cet objectif soit satisfait, sans pour cela diminuer leur efficacité ou leur fiabilité.

ARTICLE 2.10 - CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

Sans préjudice des règlements d'urbanisme, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envois de poussières et de matières diverses :

- les voies de circulation et aires de stationnement des véhicules sont aménagées (formes de pente, revêtement, etc.), et convenablement nettoyées,
- les véhicules sortant de l'installation n'entraînent pas de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation. Pour cela des dispositions telles que le lavage des roues des véhicules doivent être prévues en cas de besoin,
- les surfaces où cela est possible sont engazonnées,
- des écrans de végétation sont mis en place le cas échéant.

Des dispositions équivalentes peuvent être prises en lieu et place de celles-ci.

TITRE 3 - PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

ARTICLE 3.1 - CONCEPTION DES INSTALLATIONS

ARTICLE 3.1.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'exploitation et l'entretien des installations de manière à limiter les émissions à l'atmosphère, y compris diffuses, notamment par la mise en œuvre de technologies propres, le développement de techniques de valorisation, la collecte sélective et le traitement des effluents en fonction de leurs caractéristiques et la réduction des quantités rejetées en optimisant notamment l'efficacité énergétique.

Les installations de traitement d'effluents gazeux doivent être conçues, exploitées et entretenues de manière :

- à faire face aux variations de débit, température et composition des effluents,
- à réduire au minimum leur durée de dysfonctionnement et d'indisponibilité.

Si une indisponibilité est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées, l'exploitant devra prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en réduisant ou en arrêtant les installations concernées.

Les consignes d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement les contrôles à effectuer, en marche normale et à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien, de façon à permettre en toute circonstance le respect des dispositions du présent arrêté.

Le brûlage à l'air libre est interdit à l'exclusion des essais incendie. Dans ce cas, les produits brûlés sont identifiés en qualité et quantité.

L'exploitant énumère les types de combustibles utilisés et leurs quantités dans son installation et précise pour chacun leur nature.

ARTICLE 3.2 - CONDITIONS DE REJET

ARTICLE 3.2.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Les points de rejet dans le milieu naturel doivent être en nombre aussi réduit que possible. Tout rejet non prévu au présent chapitre ou non conforme à ses dispositions est interdit. La dilution des rejets atmosphériques est interdite.

Les ouvrages de rejet doivent permettre une bonne diffusion dans le milieu récepteur.

Les rejets à l'atmosphère sont, dans toute la mesure du possible, collectés et évacués, après traitement éventuel, par l'intermédiaire de cheminées pour permettre une bonne diffusion des rejets. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinant. La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. La partie terminale de la cheminée peut comporter un convergent réalisé suivant les règles de l'art lorsque la vitesse d'éjection est plus élevée que la vitesse choisie pour les gaz dans la cheminée. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

Les poussières, gaz polluants ou odeurs sont, dans la mesure du possible, captés à la source et canalisés, sans préjudice des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.

Les conduits d'évacuation des effluents atmosphériques nécessitant un suivi, dont les points de rejet sont repris ci-après, doivent être aménagés (plate-forme de mesure, orifices, fluides de fonctionnement, emplacement des appareils, longueur droite pour la mesure des particules) de manière à permettre des mesures représentatives des

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

émissions de polluants à l'atmosphère. En particulier, les dispositions des normes NF 44-052 et EN 13284-1 sont respectées.

Ces points doivent être aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter l'intervention d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les incidents ayant entraîné le fonctionnement d'une alarme et/ou l'arrêt des installations ainsi que les causes de ces incidents et les remèdes apportés sont également consignés dans un registre.

ARTICLE 3.2.2 - CONDUITS ET INSTALLATIONS RACCORDÉES

Les groupes électrogènes mentionnés à l'article 1.2 sont utilisés en secours de l'alimentation principale d'EDF et chaque groupe est testé 4 heures tous les mois. Ils fonctionnent moins de 500 heures par an, sur une année glissante. Chaque groupe électrogène fonctionne au fioul domestique et dispose d'un émissaire de rejet en toiture.

La forme des conduits, notamment dans leur partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de façon à favoriser au maximum l'ascension des gaz dans l'atmosphère. L'emplacement de ces conduits est tel qu'il ne peut y avoir à aucun moment siphonnage des effluents rejetés dans les conduits ou prises d'air avoisinants. Les contours des conduits ne présentent pas de point anguleux et la variation de la section des conduits au voisinage du débouché est continue et lente.

ARTICLE 3.2.3 - CONDITIONS GÉNÉRALES DE REJET

L'exploitant doit relever annuellement les heures de fonctionnement des groupes électrogènes et doit s'engager à les faire fonctionner chacun moins de 500 h/an (calculées sur une année glissante).

Des essais de 4 heures sont réalisés tous les mois par groupe électrogène. En cas de panne, ils s'allument automatiquement pour assurer le secours électrique du bâtiment.

Le bâtiment MAE1 dispose de 9 émissaires de rejets, la hauteur du point de rejet est de 17 m par rapport au sol. Le diamètre intérieur de chaque conduit au point de rejet est de 0,6 m.

Le bâtiment MAE2 dispose de 6 émissaires de rejet situés en toiture, au niveau de la façade Est du bâtiment. Le diamètre intérieur de chaque conduit au point de rejet est de 0,6 m et la hauteur du point de rejet est de 18 m par rapport au sol.

La vitesse d'éjection des gaz de combustion en marche nominale est au moins égale à 25 m/s.

ARTICLE 3.2.4 - VALEURS LIMITES DES CONCENTRATIONS DANS LES REJETS ATMOSPHÉRIQUES

Les installations ne sont pas soumises aux valeurs limites d'émission. Pour ces installations, l'exploitant établit un relevé annuel des heures d'exploitation.

ARTICLE 3.2.5 - MESURES PÉRIODIQUES DE LA POLLUTION REJETÉE

Pour tous les appareils de combustion, fonctionnant moins de 500 heures par an, des mesures périodiques des teneurs en monoxyde de carbone (CO) sont exigées à minima toutes les 500 heures d'exploitation, pour les installations de combustion moyennes dont la puissance thermique nominale est supérieure ou égale à 20 MW.

La fréquence des mesures périodiques n'est, en tout état de cause, pas inférieure à une fois tous les cinq ans.

Le contrôle périodique réglementaire est effectué par un organisme agréé par le ministre en charge des installations classées choisi en accord avec l'inspection des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA).

ARTICLE 3.2.6 - CONTRÔLES INOPINÉS

L'inspection des installations classées peut, à tout moment, faire réaliser des prélèvements d'effluents, de déchets, de cendres volantes ou de sol, des prélèvements et analyses des combustibles. Les frais de prélèvement et d'analyses sont à la charge de l'exploitant.

Conditions de référence :

- Le volume des effluents gazeux sera exprimé en mètres cubes normaux (Nm³), rapportés à des conditions normalisées de température (0 °C) et de pression (101,325 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).
- Les concentrations en polluants seront exprimées en milligrammes par mètre cube normal (mg/Nm³) sur gaz sec.
- Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants seront rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 15 % dans le cas des turbines et des moteurs.

ARTICLE 3.2.7 - UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE ET LUTTE CONTRE LES GAZ À EFFET DE SERRE

L'exploitant limite ses rejets de gaz à effet de serre et sa consommation d'énergie. Il tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments sur l'optimisation de l'efficacité énergétique (rendements, rejets spécifiques de CO₂).

L'exploitant fait réaliser tous les dix ans à compter de l'autorisation, par une personne compétente un examen de son installation et de son mode d'exploitation visant à identifier les mesures qui peuvent être mises en œuvre afin d'en améliorer l'efficacité énergétique, en se basant sur les meilleures techniques disponibles relatives à l'utilisation rationnelle de l'énergie. Le rapport établi à la suite de cet examen est transmis à l'inspection des installations classées, accompagné des suites que l'exploitant prévoit de lui donner.

ARTICLE 3.3 - GROUPES FRIGORIFIQUES

ARTICLE 3.3.1 - CONDITIONS D'EXPLOITATION DES GROUPES FRIGORIFIQUES

Le site dispose dans le bâtiment MAE1 de :

- 25 groupes froid ;
- 2 pompes à chaleur ;

utilisant un total de 3 895,4 kg de R134a ou de R410a.

Le site dispose dans le bâtiment MAE2 de :

- 4 pompes à chaleur utilisant 72 kg de R410a
- 1 pompe à chaleur utilisant 62 kg de R410a
- 16 groupes froid utilisant du R1234ze (qui ne fait pas partie de gaz à effet de serre fluorés selon le règlement (CE) n° 1005/2009).

ARTICLE 3.3.2 - CONTRÔLE DE L'ACCÈS ET ÉTIQUETAGE DES ÉQUIPEMENTS CONTENANT LES FLUIDES

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour limiter l'accès à l'installation ou, le cas échéant, au local de compression aux seules personnes autorisées.

Les équipements clos en exploitation comportent un étiquetage visible sur la nature du fluide et la quantité de fluide qu'ils sont susceptibles de contenir.

ARTICLE 3.3.3 - DÉGAZAGE

Toute opération de dégazage dans l'atmosphère est interdite, sauf si elle est nécessaire pour assurer la sécurité des personnes. Lorsqu'il procède à un dégazage, l'exploitant prend toute disposition de nature à éviter le renouvellement de cette opération.

Toute opération de dégazage ayant entraîné ponctuellement une émission de plus de 20 kilogrammes de fluides ou ayant entraîné au cours de l'année civile des émissions cumulées supérieures à 100 kilogrammes est consignée dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 3.3.4 - GESTION DES FLUIDES FRIGORIGÈNES

Les installations de climatisation utilisent un fluide frigorigène inoffensif pour la couche d'ozone. Le fluide frigorigène circule en circuit fermé. Toutes les dispositions sont prises au moment du transfert du fluide frigorigène en fin de vie, vers un centre de recyclage agréé, de façon à éviter les émanations atmosphériques. Une maintenance régulière est mise en place pour maintenir les installations à leur meilleur niveau de fonctionnement et d'étanchéité.

L'exploitant prend toutes les mesures préventives réalisables afin d'éviter et de réduire au minimum les fuites et émissions de fluides. Il élabore un plan de maîtrise des émissions de fluide, dans lequel figurent le niveau d'émission de référence de l'installation correspondant au niveau atteint si aucune mesure de réduction n'était mise en œuvre dans l'installation, ainsi que l'identification des actions ou procédés à l'origine des émissions. L'exploitant définit dans ce plan la fréquence des contrôles d'étanchéité, à partir des résultats du premier contrôle et des actions ou procédés à l'origine des émissions.

Les fuites et émissions de fluide sont estimées annuellement. Cette estimation ainsi que les résultats des contrôles d'étanchéité à la fréquence déterminée par l'exploitant sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, ainsi que le bilan des actions que l'exploitant a menées pour réduire les émissions et le programme d'actions à mettre en œuvre pour les réduire davantage. Lorsqu'un défaut d'étanchéité est identifié, il fait l'objet d'une réparation dans les meilleurs délais. Des détecteurs de fuite de fluide frigorigène sont installés au niveau de l'installation afin de détecter les éventuelles fuites de fluide.

Le site ne dispose d'aucun stockage de fluide frigorigène.

L'exploitant consigne par écrit les procédures relatives aux opérations de maintenances préventives et curatives et aux opérations de transfert des fluides frigorigènes. Ces procédures sont tenues à disposition du service d'inspection.

ARTICLE 3.3.5 - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE ET D'INTERVENTION

L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment des extincteurs répartis à l'intérieur des locaux (hors locaux à température négative), sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés. Pour les locaux à température négative, les extincteurs sont installés à l'extérieur de ceux-ci.

ARTICLE 3.3.6 - TUYAUTERIES DES ÉQUIPEMENTS CLOS EN EXPLOITATION

Les sorties de vannes en communication directe avec l'atmosphère sont obturées (notamment, au moyen de bouchons de fin de ligne). Le calorifugeage des tuyauteries, lorsqu'il existe, du circuit frigorifique des équipements frigorifiques ou climatiques, y compris pompes à chaleur, est en bon état.

ARTICLE 3.4 - ODEURS

Les dispositions nécessaires sont prises pour que l'établissement ne soit pas à l'origine de gaz odorants, susceptibles d'incommoder le voisinage, de nuire à la santé ou à la sécurité publique.

TITRE 4 - PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

ARTICLE 4.1 - PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

ARTICLE 4.1.1 - ORIGINE DES APPROVISIONNEMENTS EN EAU

Les prélèvements d'eau dans le milieu qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes :

Origine	Poste consommateur	Fonction	Consommation estimée
AEP (Alimentation Eau Potable)	Sanitaires Eaux domestiques	Production d'eau chaude sanitaire. Alimentation en eau des lavabos, sanitaires et douches de l'établissement.	170 m³/an
	Eaux industrielles	Process de maintien hygrométrie des salles informatiques Réseau de refroidissement eau glacée (4 réseaux fermés)	630 m³/an*
	Eaux incendie	Essai des poteaux incendie, robinet incendie armés et brouillard d'eau haute pression	négligeable

**sauf dans le cas exceptionnel d'une année avec rinçage des réseaux, la consommation pouvant alors monter à 2600 m³ (en principe, 1 fois tous les 10 ans).*

Le site consommera à terme environ 800 m³/an provenant du réseau public d'eau potable. Un compteur d'eau est installé sur l'alimentation en eau potable du site.

ARTICLE 4.1.2 - PROTECTION DES RÉSEAUX D'EAU POTABLE ET DES MILIEUX DE PRÉLÈVEMENT

Article 4.1.2.1. Protection des eaux d'alimentation

Un ou plusieurs réservoirs de coupure ou bacs de disconnexion ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des retours de substances dans les réseaux d'adduction d'eau publique.

La collecte des eaux de pluie, sur les toitures inaccessibles au public, utilisées pour l'évacuation des excréta et l'arrosage des espaces verts se fera via des réseaux spécifiques, isolés des autres réseaux, et identifiées par la mention « eau non potable » accompagné d'un pictogramme explicite à côté de chaque point de puisage.

ARTICLE 4.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS LIQUIDES

ARTICLE 4.2.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Tous les effluents aqueux sont canalisés. Tout rejet d'effluent liquide non prévu à l'article 4.3.1 ou non conforme aux dispositions de l'article 4.3 est interdit.

À l'exception des cas accidentels où la sécurité des personnes ou des installations serait compromise, il est interdit d'établir des liaisons directes entre les réseaux de collecte des effluents devant subir un traitement ou être détruits et le milieu récepteur.

Les procédés de traitement non susceptibles de conduire à un transfert de pollution sont privilégiés pour l'épuration des effluents.

ARTICLE 4.2.2 - PLAN DES RÉSEAUX

Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.

Le plan des réseaux d'alimentation et de collecte fait notamment apparaître :

- l'origine et la distribution de l'eau d'alimentation ;
- les dispositifs de protection de l'alimentation (bac de disconnexion, implantation des disconnecteurs ou tout autre dispositif permettant un isolement avec la distribution alimentaire, ...) ;
- les secteurs collectés et les réseaux associés ;
- les ouvrages de toutes sortes (vannes, compteurs...).

ARTICLE 4.2.3 - ENTRETIEN ET SURVEILLANCE

Les réseaux de collecte des effluents sont conçus et aménagés de manière à être curables, étanches et résister dans le temps aux actions physiques et chimiques des effluents ou produits susceptibles d'y transiter.

L'exploitant s'assure par des contrôles appropriés et préventifs de leur bon état et de leur étanchéité.

Les différentes canalisations accessibles sont repérées conformément aux règles en vigueur.

Les canalisations de transport de substances et préparations dangereuses à l'intérieur de l'établissement sont aériennes.

ARTICLE 4.2.4 - PROTECTION DES RÉSEAUX INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les effluents aqueux rejetés par les installations ne sont pas susceptibles de dégrader les réseaux d'égouts ou de dégager des produits toxiques ou inflammables dans ces égouts, éventuellement par mélange avec d'autres effluents.

Article 4.2.4.1. Protection contre des risques spécifiques

Les collecteurs véhiculant des eaux polluées par des liquides inflammables ou susceptibles de l'être, sont équipés d'une protection efficace contre le danger de propagation de flammes.

Par les réseaux d'assainissement de l'établissement ne transite aucun effluent issu d'un réseau collectif externe ou d'un autre site industriel.

Article 4.2.4.2. Isolement avec les milieux

Un système permet l'isolement des réseaux d'assainissement de l'établissement par rapport à l'extérieur. Ces dispositifs sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

ARTICLE 4.3 - TYPES D'EFFLUENTS, LEURS OUVRAGES D'ÉPURATION ET LEURS CARACTÉRISTIQUES DE REJET AU MILIEU

ARTICLE 4.3.1 - IDENTIFICATION DES EFFLUENTS

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivants :

- Eaux potables ;
- Eaux vannes (lavabos, toilettes) ;
- Eaux pluviales de toiture utilisées pour l'évacuation des excréta ;
- Eaux pluviales de toiture non utilisées pour les besoins du site ;
- Eaux pluviales de ruissellement (voirie et parkings).

ARTICLE 4.3.2 - COLLECTE DES EFFLUENTS

Les effluents pollués ne contiennent pas de substances de nature à gêner le bon fonctionnement des ouvrages de traitement.

La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs seuils de rejets fixées par le présent arrêté. Il est interdit d'abaisser les concentrations en substances polluantes des rejets par simples dilutions autres que celles résultant du rassemblement des effluents normaux de l'établissement ou celles nécessaires à la bonne marche des installations de traitement.

Les rejets directs ou indirects d'effluents dans la (les) nappe(s) d'eaux souterraines ou vers les milieux de surface non visés par le présent arrêté sont interdits.

ARTICLE 4.3.3 - GESTION DES OUVRAGES : CONCEPTION, DYSFONCTIONNEMENT

La conception et la performance des installations de traitement (ou de pré-traitement) des effluents aqueux permettent de respecter les valeurs limites imposées au rejet par le présent arrêté. Elles sont entretenues, exploitées et surveillées de manière à réduire au minimum les durées d'indisponibilité ou à faire face aux variations des caractéristiques des effluents bruts (débit, température, composition...) y compris à l'occasion du démarrage ou d'arrêt des installations.

Si une indisponibilité ou un dysfonctionnement des installations de traitement est susceptible de conduire à un dépassement des valeurs limites imposées par le présent arrêté, l'exploitant prend les dispositions nécessaires pour réduire la pollution émise en limitant ou en arrêtant si besoin les fabrications concernées.

Les dispositions nécessaires doivent être prises pour limiter les odeurs provenant du traitement des effluents ou dans les canaux à ciel ouvert (conditions anaérobies notamment).

ARTICLE 4.3.4 - ENTRETIEN ET CONDUITE DES INSTALLATIONS DE TRAITEMENT

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des installations de traitement des eaux polluées sont mesurés périodiquement et portés sur un registre.

La conduite des installations est confiée à un personnel compétent disposant d'une formation initiale et continue.

Un registre spécial est tenu sur lequel sont notés les incidents de fonctionnement des dispositifs de collecte, de traitement, de recyclage ou de rejet des eaux, les dispositions prises pour y remédier et les résultats des mesures et contrôles de la qualité des rejets auxquels il a été procédé.

Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées, notamment par ruissellement sur des aires de stationnement, de chargement et déchargement, sont collectées par un réseau spécifique et traitées par un ou plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence.

Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur.

Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Toutes les mesures seront prises pour empêcher la formation de dépôt et la stratification (zones anaérobies) favorables au développement de micro-organismes dans les équipements et canalisations de ce réseau d'eaux pluviales.

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

ARTICLE 4.3.5 - LOCALISATION DES POINTS DE REJET

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet qui présentent les caractéristiques suivantes :

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°1
Nature des effluents	Eaux pluviales de toiture (non utilisées pour les besoins du site) et de voiries
Exutoire du rejet	Réseau communal de collecte des eaux pluviales
Traitement avant rejet	1 séparateur d'hydrocarbures équipé d'une vanne d'isolement au niveau de chaque aire de dépotage. 1 séparateur d'hydrocarbures pour traiter les eaux pluviales engendrées par le bâtiment MAE2. 1 séparateur d'hydrocarbures avant le bassin de rétention des eaux d'extinction incendie de 610m³ qui collecte l'ensemble des eaux pluviales du site. 1 obturateur en sortie du bassin de 610 m³ Une partie des eaux pluviales (« petites pluies », 10 premiers millimètres) de l'extension de parking sont infiltrées (via des revêtements de surface ou d'aménagements hydrauliques ou de dispositifs végétalisés favorisant la perméabilité). Une partie des eaux pluviales (« petites pluies », 10 premiers millimètres) de toiture du bâtiment MAE2 sont infiltrées via des noues.
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Bassin n°17 des communes de Serris et de Bailly-Romainvilliers, puis bassin n°18 de la commune de Bailly-Romainvilliers, puis ru de la Folie.
Conditions de raccordement	Autorisation de rejet (convention)

Point de rejet vers le milieu récepteur codifié par le présent arrêté	N°2
Nature des effluents	Eaux vannes (sanitaires) provenant du réseau d'eau potable.
Exutoire du rejet	Réseau communal de collecte des eaux usées
Traitement avant rejet	Aucun
Milieu naturel récepteur ou Station de traitement collective	Station d'épuration de Saint Thibault des Vignes
Conditions de raccordement	Autorisation de rejet (convention)

ARTICLE 4.3.6 - CONCEPTION, AMÉNAGEMENT ET ÉQUIPEMENT DES OUVRAGES DE REJET

Article 4.3.6.1. Conception

Les dispositions du présent arrêté s'appliquent sans préjudice de l'autorisation délivrée par la collectivité à laquelle appartient le réseau public et l'ouvrage de traitement collectif, en application de l'article L. 1331-10 du code de la santé publique. Cette autorisation est transmise par l'exploitant au Préfet.

Article 4.3.6.2. Aménagement

4.3.6.2.1 Aménagement des points de prélèvements

Sur chaque ouvrage de rejet d'effluents liquides est prévu un point de prélèvement d'échantillons et des points de mesure (débit, température, concentration en polluant, ...).

Ces points sont aménagés de manière à être aisément accessibles et permettre des interventions en toute sécurité. Toutes les dispositions doivent également être prises pour faciliter les interventions d'organismes extérieurs à la demande de l'inspection des installations classées.

Les agents des services publics, notamment ceux chargés de la Police des eaux, doivent avoir libre accès aux dispositifs de prélèvement qui équipent les ouvrages de rejet vers le milieu récepteur.

4.3.6.2.2 Section de mesure

Ces points sont implantés dans une section dont les caractéristiques (rectitude de la conduite à l'amont, qualité des parois, régime d'écoulement) permettent de réaliser des mesures représentatives de manière à ce que la vitesse

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

n'y soit pas sensiblement ralenti par des seuils ou obstacles situés à l'aval et que l'effluent soit suffisamment homogène.

4.3.6.2.3 Autorisation de rejet

L'exploitant dispose d'une convention de rejet de ses eaux dans les réseaux publics et la tient à la disposition du service d'inspection.

ARTICLE 4.3.7 - CARACTÉRISTIQUES GÉNÉRALES DE L'ENSEMBLE DES REJETS

Les effluents rejetés doivent être exempts :

- de matières flottantes,
- de produits susceptibles de dégager, en égout ou dans le milieu naturel, directement ou indirectement, des gaz ou vapeurs toxiques, inflammables ou odorantes,
- de tout produit susceptible de nuire à la conservation des ouvrages, ainsi que des matières déposables ou précipitables qui, directement ou indirectement, sont susceptibles d'entraver le bon fonctionnement des ouvrages.

Les effluents doivent également respecter les caractéristiques suivantes :

- Température : 30 °C
- pH : compris entre 5,5 et 8,5
- Couleur : modification de la coloration du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange inférieure à 100 mg Pt/l

ARTICLE 4.3.8 - GESTION DES EAUX POLLUÉES ET DES EAUX RÉSIDUAIRES INTERNES À L'ÉTABLISSEMENT

Les réseaux de collecte sont conçus pour évacuer séparément chacune des diverses catégories d'eaux polluées issues des activités ou sortant des ouvrages d'épuration interne vers les traitements appropriés avant d'être évacuées vers le milieu récepteur autorisé à les recevoir.

ARTICLE 4.3.9 - VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX USÉES AVANT REJET DANS UNE STATION D'ÉPURATION COLLECTIVE

Les eaux usées (ou eaux vannes) sont collectées dans le réseau d'eaux usées de l'établissement puis rejetées au réseau d'eaux usées communale afin d'être acheminées vers l'usine de traitement de Saint Thibault des Vignes.

ARTICLE 4.3.10 - VALEURS LIMITES D'ÉMISSION DES EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales de voirie et de toiture (non utilisées pour les besoins du site) sont collectées dans le réseau d'eaux pluviales de l'établissement, puis rejetées au réseau d'eaux pluviales communal afin d'être acheminées vers les bassins n°17 et n°18 des communes de Serris et Bailly-Romainvilliers, avant de rejoindre le ru de la Folie.

Les eaux pluviales de voirie, et notamment celles issues des aires de dépotage des cuves de fioul, sont traitées par des séparateurs d'hydrocarbures avant rejet à l'extérieur de l'établissement.

L'exploitant est tenu de respecter avant rejet des eaux pluviales non polluées dans le milieu récepteur considéré (point de rejet n°1), les valeurs limites en concentrations définies ci-dessous :

Paramètre	Concentrations instantanées (mg/l)
MES	25
Indices Hydrocarbures	5

L'exploitant fait effectuer, au moins une fois par an, les mesures concernant ces polluants par un laboratoire d'analyse agréé.

L'ensemble des voiries est imperméabilisé et aménagé pour permettre une mise en rétention en cas d'incident et notamment pour retenir les eaux d'extinction. Les réseaux d'eaux pluviales sont équipés d'une vanne de barrage

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

manuelle permettant de confiner les eaux dans un bassin en cas d'incendie, mais également en cas de déversement accidentel.

ARTICLE 4.3.11 - EAUX PLUVIALES SUSCEPTIBLES D'ÊTRE POLLUÉES

Les eaux pluviales polluées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté.

ARTICLE 4.3.12 - ADAPTATION DES PRESCRIPTIONS SUR LES REJETS EN CAS DE SÉCHERESSE

En cas de sécheresse, une réduction de l'humidification des salles informatiques de 20% sera entreprise.

ARTICLE 4.4 - SUIVI DES EAUX SOUTERRAINES

Le site possède 3 piézomètres : un en aval latéral, un en aval et un en amont. Ces installations sont mises en place afin de réaliser des diagnostics environnementaux. Le site possède aussi deux autres piézomètres temporaires réalisés afin de suivre le niveau de la nappe durant les travaux du bâtiment MAE2.

Ces installations sont réalisées selon les règles de l'art, conformément aux règles en vigueur et entretenues en bon état, conformément à l'arrêté du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0.

TITRE 5 - - DÉCHETS

ARTICLE 5.1 - PRINCIPES DE GESTION

ARTICLE 5.1.1 - LIMITATION DE LA PRODUCTION DE DÉCHETS

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour :

- en priorité, prévenir et réduire la production et la nocivité des déchets, notamment en agissant sur la conception, la fabrication et la distribution des substances et produits et en favorisant le réemploi, diminuer les incidences globales de l'utilisation des ressources et améliorer l'efficacité de leur utilisation ;
- assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise en privilégiant, dans l'ordre :
 - a) la préparation en vue de la réutilisation ;
 - b) le recyclage ;
 - c) toute autre valorisation, notamment la valorisation énergétique ;
 - d) l'élimination.

Cet ordre de priorité peut être modifié si cela se justifie compte tenu des effets sur l'environnement et la santé humaine, et des conditions techniques et économiques. L'exploitant tient alors les justifications nécessaires à disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 5.1.2 - SÉPARATION DES DÉCHETS

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à assurer leur orientation dans les filières autorisées adaptées à leur nature et à leur dangerosité. Les déchets dangereux sont définis par l'article R. 541-8 du code de l'environnement.

Les huiles usagées sont gérées conformément aux articles R. 543-3 à R. 543-15 et R. 543-40 du code de l'environnement. Dans l'attente de leur ramassage, elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les déchets d'emballages industriels sont gérés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 du code de l'environnement.

Les piles et accumulateurs usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-131 du code de l'environnement.

Les pneumatiques usagés sont gérés conformément aux dispositions de l'article R. 543-137 à R. 543-151 du code de l'environnement ; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques sont enlevés et traités selon les dispositions des articles R. 543-195 à R. 543-201 du code de l'environnement.

ARTICLE 5.1.3 - CONCEPTION ET EXPLOITATION DES INSTALLATIONS D'ENTREPOSAGE INTERNES DES DÉCHETS

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »

situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

En particulier, les aires d'entreposage de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

ARTICLE 5.1.4 - DÉCHETS GÉRÉS À L'EXTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant oriente les déchets produits dans des filières propres à garantir les intérêts visés à l'article L. 511-1 et L. 541-1 du code de l'environnement. Il s'assure que la personne à qui il remet les déchets est autorisée à les prendre en charge et que les installations destinataires des déchets sont régulièrement autorisées à cet effet. Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume.

ARTICLE 5.1.5 - DÉCHETS GÉRÉS À L'INTÉRIEUR DE L'ÉTABLISSEMENT

À l'exception des installations spécifiquement autorisées, tout traitement de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdit. Le mélange de déchets dangereux de catégories différentes, le mélange de déchets dangereux avec des déchets non dangereux et le mélange de déchets dangereux avec des substances, matières ou produits qui ne sont pas des déchets sont interdits.

ARTICLE 5.1.6 - TRANSPORT

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortant. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012 fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement.

Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation ou l'exportation de déchets (dangereux ou non) ne peut être réalisée qu'après accord des autorités compétentes en application du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

ARTICLE 5.1.7 - DÉCHETS PRODUITS PAR L'ÉTABLISSEMENT

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont les suivantes :

Les principaux déchets générés par le fonctionnement normal des installations sont :

Type de déchets	Code des déchets	Origine des déchets
Cartons, palettes	15 01 01 15 01 03	Livraison, nouveau matériel, emballages
Déchets plastiques	15 01 02	Livraison nouveau matériel
Ferrailles	17 04 07	Salles informatiques
Déchets ménagers	20 03 01	Tisanerie
DEEE, câbles électriques	16 02 13* 16 02 16	Salles informatiques
Tubes Fluo	20 01 21*	Luminaire
Batteries, piles usagées	16 06 01*	Production HQ (Haute Qualité)
Filtres, chiffons souillés	15 02 02*	Maintenance
Huile des moteurs des groupes électrogènes et des groupes froids	13 07 01*	Maintenance
Boues	13 05 02*	Dépôt de boues dans le réseau d'eaux
Hydrocarbures	13 05 07*	Fuites des véhicules sur les aires de stationnement et circulation et collectées dans le séparateur (réseau eaux de voiries)
Emballages vides souillés, aérosols usagés	15 01 10*	Maintenance
Cartouches encre	08 03 18	Bureaux

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

* déchets dangereux

ARTICLE 5.1.8 - DÉCHETS D'EMBALLAGES

Les déchets d'emballage industriels doivent être éliminés dans les conditions des articles R. 543-66 à R. 543-72 et R. 543-74 du code de l'environnement portant application des articles L. 541-1 et suivants du code de l'environnement relatifs à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux et relatifs, notamment, aux déchets d'emballage dont les détenteurs ne sont pas des ménages.

TITRE 6 - PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

ARTICLE 6.1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

ARTICLE 6.1.1 - AMÉNAGEMENTS

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou solidienne, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

ARTICLE 6.1.2 - VÉHICULES ET ENGINES

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

ARTICLE 6.1.3 - APPAREILS DE COMMUNICATION

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

ARTICLE 6.2 - NIVEAUX ACOUSTIQUES

ARTICLE 6.2.1 - VALEURS LIMITES D'ÉMERGENCE

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Émergence admissible pour la période allant de 7 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Émergence admissible pour la période allant de 22 h à 7 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

Les points de mesure des zones à émergence réglementée PM3, PM4 et PM5 sont définis sur le plan annexé au présent arrêté.

ARTICLE 6.2.2 - NIVEAUX DE BRUIT AMBIANT A RESPECTER EN LIMITES D'EXPLOITATION

Les niveaux de bruit ambiant ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

PÉRIODES	PÉRIODE DE JOUR Allant de 7h à 22h, (sauf dimanches et jours fériés)	PÉRIODE DE NUIT Allant de 22h à 7h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau de bruit ambiant maximal admissible en limite de propriété	70 dB(A)	60 dB(A)

Les points de mesure de niveau de bruit PF1 et PF2 sont définis sur le plan définissant les zones à émergence réglementée annexé au présent arrêté.

Annexé à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

ARTICLE 6.2.3 - TONALITÉ MARQUÉE

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement serait à tonalité marquée, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition ne peut excéder 30% de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus

Article 6.2.4 - CONTRÔLE DE NIVEAU SONORE

Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence est effectuée un an au maximum après la mise en service des installations du bâtiment MAE2. Les mesures sont effectuées selon la méthode définie en annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997. Ces mesures sont effectuées par un organisme qualifié dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation sur une durée d'une demi-heure au moins.

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

ARTICLE 6.3 - VIBRATIONS

En cas d'émissions de vibrations mécaniques gênantes pour le voisinage ainsi que pour la sécurité des biens ou des personnes, les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis seront déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE 7 - PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

ARTICLE 7.1 - GÉNÉRALITÉS

ARTICLE 7.1.1 - LOCALISATION DES RISQUES

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques. Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

ARTICLE 7.1.2 - ÉTAT DES STOCKS DE PRODUITS DANGEREUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, l'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité.

Les fûts, réservoirs et autres emballages doivent porter en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et préparations chimiques dangereuses.

L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours.

La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des locaux abritant les appareils de combustion est limitée aux nécessités de l'exploitation.

ARTICLE 7.1.3 - PROPRETÉ DE L'INSTALLATION

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

À l'intérieur des ateliers, les allées de circulation sont aménagées et maintenues constamment dégagées pour faciliter la circulation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

ARTICLE 7.1.4 - CONTRÔLE DES ACCÈS

Aucune personne étrangère à l'établissement ne doit avoir libre accès aux installations.
Une surveillance est assurée en permanence sur le site.

ARTICLE 7.1.5 - CIRCULATION DANS L'ÉTABLISSEMENT

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.
L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

ARTICLE 7.1.6 - ÉTUDE DE DANGERS

L'exploitant met en place et entretient l'ensemble des équipements mentionnés dans l'étude de dangers.
L'exploitant met en œuvre l'ensemble des mesures d'organisation et de formation ainsi que les procédures mentionnées dans l'étude de dangers.

ARTICLE 7.2 - DISPOSITIONS CONSTRUCTIVES

ARTICLE 7.2.1 - COMPORTEMENT AU FEU

Les locaux à risque incendie présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

Bâtiment informatique et technique MAE1 :

- structure : voile béton armé, poteaux, poutre béton armé ;
 - murs extérieurs : coupe feu 2 heures ;
 - parois extérieures des locaux de groupes électrogènes : matériaux de classe A1 selon la norme NF EN 13 501-1 (incombustible) ;
 - murs séparatifs : coupe feu 2 heures, maçonnerie non porteuse ;
 - planchers/sol : béton armé ;
 - portes et fermetures : coupe feu 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
 - toitures et couvertures de toiture B_{ROOF} (t3) ;
 - clapets dans les gaines de ventilation : coupe feu 2 heures ;
- les matériaux des ouvertures laissant passer l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées.

Les autres locaux et bâtiments (bâtiment tertiaire) présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- structure : voile béton armé, poteaux, poutre béton armé ;
- murs autour des locaux de groupes électrogènes, locaux techniques et stockages à risques : coupe feu 2 heures ;
- murs séparatifs des locaux administratifs et sociaux : voiles béton armé, maçonnerie non porteuse, cloisons placostil, cloisons vitrées ;
- parois extérieures des locaux de groupes électrogènes : en matériaux de classe A1 selon la norme NF EN 13501-1 (incombustible) ;
- planchers/sol : béton armé ;
- portes et fermetures des locaux de groupes électrogènes, locaux techniques et stockages à risques : coupe feu 1 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique ;
- toitures et couvertures de toiture B_{ROOF} (t3) ;
- clapets dans les gaines de ventilation : coupe feu 2 heures ;
- les matériaux des ouvertures laissant passer l'éclairage naturel ne produisent pas, lors d'un incendie, de gouttes enflammées

Les locaux sont équipés en partie haute de dispositifs permettant l'évacuation des fumées et gaz de combustion dégagés en cas d'incendie (lanterneaux en toiture, ouvrants en façade ou tout autre dispositif équivalent). Les commandes d'ouverture manuelle sont placées à proximité des accès. Le système de désenfumage est adapté aux risques particuliers de l'installation.

Bâtiment informatique MAE2 :

- Structure : stable au feu 2 heures.
- Parois :
 - Voiles périmétriques, maçonneries de cloisonnement intérieurs et planchers hauts : au minimum coupe-feu 2 heures.
 - Les cinq grandes entités fonctionnelles (locaux techniques, salles informatiques, bureaux, zone logistique et maintenance, zone groupes électrogènes) sont isolées les unes des autres avec un degré coupe feu 2 heures minimum.
 - Les 2 salles informatiques superposées sont isolées par un plancher coupe-feu 2 heures.
 - Les parois de chaque local technique sont coupe-feu 2 heures minimum.
- Couvertures :
 - Au-dessus des zones techniques : les toitures terrasse sont de type autoprotégées et protections lourdes (gravillons ou dalles). Toitures inaccessibles, accès maintenance par un escalier dédié. La toiture des locaux de charge est incombustible. Tous les locaux ont une toiture incombustible.
 - Au-dessus des zones informatiques : étanchéité auto protégée.

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

Les justificatifs attestant des propriétés de résistance au feu sont conservés et tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

ARTICLE 7.2.2 - CHAUFFERIE

Le site ne dispose pas de chaudières.

ARTICLE 7.3 - MOYENS D'INTERVENTION ET ORGANISATION DES SECOURS

ARTICLE 7.3.1 - INTERVENTION DES SERVICES DE SECOURS

Article 7.3.1.1. Accessibilité

L'installation dispose en permanence d'un accès au moins pour permettre à tout moment l'intervention des services d'incendie et de secours.

Au sens du présent arrêté, on entend par « accès à l'installation » une ouverture reliant la voie de desserte ou publique et l'intérieur du site suffisamment dimensionnée pour permettre l'entrée des engins de secours et leur mise en œuvre.

Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans occasionner de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

Les constructions des bâtiments doivent permettre l'ouverture des portes faisant partie des dégagements réglementaires par une manœuvre simple, toute porte verrouillée devant être manœuvrable de l'intérieur dans les mêmes conditions et sans clé.

Article 7.3.1.2. Accessibilité des engins à proximité de l'installation

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 %,
- un rayon intérieur R minimal de 11 mètres,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum et présente une résistance au poinçonnement minimale de 80 N/cm² sur une surface minimale de 0,20 m².
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie,
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin,
- toutes les issues des bâtiments doivent être accessibles aux sapeurs pompiers par l'axe le plus direct depuis la voie « engins » par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum.

Article 7.3.1.3. Déplacement des engins de secours à l'intérieur du site

Pour permettre le croisement des engins de secours, tout tronçon de voie « engins » de plus de 100 mètres linéaires dispose d'au moins deux aires dites de croisement, judicieusement positionnées, dont les caractéristiques sont :

- largeur utile minimale de 3 mètres en plus de la voie engin,
- longueur minimale de 10 mètres,
- présentant a minima les mêmes qualités de pente, de force portante et de hauteur libre que la voie « engins ».

Article 7.3.1.4. Mise en station des échelles

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres, au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes. Cette voie échelle est directement accessible depuis la voie engin.

Depuis cette voie, une échelle accédant à au moins toute la hauteur du bâtiment peut être disposée. La voie respecte, par ailleurs, les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 4 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres, la longueur de l'aire de stationnement au minimum de 10 mètres, la pente au maximum de 10%,
- un rayon intérieur R minimal de 11 mètres,
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée,
- aucun obstacle aérien ne gêne la manœuvre de ces échelles à la verticale de l'ensemble de la voie,
- la distance par rapport à la façade est de 1 mètre minimum et 8 mètres maximum pour un stationnement parallèle au bâtiment et inférieure à 1 mètre pour un stationnement perpendiculaire au bâtiment,

Par ailleurs, pour toute installation située dans un bâtiment de plusieurs niveaux possédant au moins un plancher situé à une hauteur supérieure à 8 mètres par rapport au niveau d'accès des secours, sur au moins deux façades, cette voie « échelle » permet d'accéder à des ouvertures.

Ces ouvertures permettent au moins un accès par étage pour chacune des façades disposant de voie échelle et présentent une hauteur minimale de 1,8 mètres et une largeur minimale de 0,9 mètre. Les panneaux d'obturation ou les châssis composant ces accès s'ouvrent et demeurent toujours accessibles de l'extérieur et de l'intérieur. Ils sont aisément repérables de l'extérieur par les services de secours.

Article 7.3.1.5. Établissement du dispositif hydraulique depuis les engins

A partir de chaque voie « engins » ou « échelle » est prévu un accès à toutes les issues du bâtiment ou au moins à deux côtés opposés de l'installation par un chemin stabilisé de 1,80 mètres de large au minimum.

ARTICLE 7.3.2 - MOYENS DE LUTTE CONTRE L'INCENDIE

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local ;
- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux, par exemple) publics ou privés dont un implanté à 100 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité permettant de combattre les incendies susceptibles de se produire à proximité de l'installation pendant une durée d'au moins de 2 heures (capacité au moins équivalente à 60 m³/h sous 1 bar pour les hydrants de DN100). Ces appareils disposent de prises de raccordement conformes aux normes en vigueur pour permettre au service d'incendie et de secours de s'alimenter. Les hydrants sont implantés à plus de 8 mètres de toute façade et doivent avoir une attestation de conformité aux normes NFS 62-200, 61-211, 61-213.

Les nouveaux hydrants installés dans le cadre de l'installation du bâtiment MAE2 sont conformes aux normes NF EN 14339 (février 2006) avec NF EN 14339/CN (décembre 2018) ou NF EN 14384 (février 2006) avec NF EN 14384/CN (décembre 2018).

L'exploitant transmet à Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, avant la mise en service des installations, l'attestation de conformité des hydrants à ces normes et l'attestation du débit de 60 m³/h sous 1 bar pour les poteaux incendie de DN100. L'attestation de conformité des hydrants délivrée par l'installateur de la réserve doit faire apparaître, pour les nouveaux hydrants :

- la conformité aux normes NF EN 14339 (février 2006) avec NF EN 14339/CN (décembre 2018) ou NF EN 14384 (février 2006) avec NF EN 14384/CN (décembre 2018),
- le débit et la pression mesurés individuellement, voire en simultané, sur chaque hydrant, ne doivent pas être inférieurs à 60 m³/h sous 1 bar pour les hydrants de DN 100.

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »

situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

- d'une réserve d'eau incendie enterrée de 180 m³ minimum utilisable, accessible en tout temps par les engins des sapeurs-pompiers, éloignée d'une distance minimale de 8 m de toute façade ou zone à risque et conforme à la circulaire du 10 décembre 1951.

L'exploitant transmet à Monsieur le Directeur départemental des services d'incendie et de secours, avant la mise en service des installations, l'attestation de conformité de la réserve d'eau incendie avec la circulaire interministérielle du 10 décembre 1951, l'attestation de garantie en tout temps d'un volume d'eau et l'attestation de conformité de la plate-forme d'aspiration. L'attestation délivrée par l'installateur de la réserve doit faire apparaître :

- la conformité aux normes NF S 62-250, NF S 62-240, NF S 61-240,
- le volume d'eau de la réserve incendie garanti en tout temps qui ne doit pas être inférieur à 180 m³ utiles d'un seul tenant,
- la présence d'une plateforme d'aspiration conforme de 32m² (4mx8m), matérialisée au sol, associée à un demi-raccord d'aspiration conforme,
- implantation des aires d'aspiration à plus de 8 mètres de toute façade et de la zone déchets,
- présence d'une plaque de signalisation pour prises et points d'eau, conforme à la NF S 61-221. »;

Cette réserve est aménagée de telle sorte qu'elle respecte les dispositions suivantes :

- la conformité aux normes NF S 62-240, NF S 61-240, NFS 62-250 et NFS 61-221,
- avoir une capacité minimale réellement utilisable de 180 m³ en toutes circonstances,
- être accessible, en tout temps, par les engins des sapeurs-pompiers,
- être implantée à plus de 8 m de toute façade et ne pas être soumise à un flux thermique supérieur à 3 kW/m²,
- disposer d'une aire d'aspiration matérialisée au sol de 32 m² (4 m x 8 m) associée à un demi-raccord fixe à bouchon de 100 mm de diamètre (NF S 61-703) conforme, dont la coquille est orientée en position haute et basse (NF S 61-706).
- implanter les aires d'aspiration à plus de 8 mètres de toute façade,
- disposer d'une plaque de signalisation pour prises et points d'eau, conforme à la NF S 61-221.

Cette réserve doit disposer d'une voie d'accès à la plate-forme de largeur et hauteur libre sous voûte de 3.5 m, avec un rayon de braquage minimum de 11 m intérieur et 14.5 m extérieur, de pente inférieure à 10 % et ayant une résistance de 16 tonnes avec un maximum de 9 tonnes par essieu, ceux-ci étant distants de 3.6 m minimum.

- d'un dispositif d'extinction automatique par brouillard d'eau ou par gaz inerte au niveau de tous les locaux hors circulation, sanitaires et escaliers, pour les bâtiments informatiques MAE1 et MAE2.

Une cuve de 65 m³ assure le brouillard d'eau du bâtiment MAE1 et une cuve de 65 m³ assure le stockage de l'eau nécessaire au fonctionnement du brouillard d'eau et au fonctionnement du RIA (réseau d'incendie armé) pour le bâtiment MAE2 ;

- d'un Système de Détection Incendie (SDI) comprenant :
 - des détecteurs automatiques d'incendie (ponctuels et multi-ponctuel),
 - des déclencheurs manuels,
 - un équipement de contrôle et signalisation où sont reportées toutes les alarmes feu, déclenchement et information sur l'état du système,
 - une détection incendie installée dans les locaux à risque et les salles informatiques. Le type de détecteur est choisi en fonction du risque et de la surface à surveiller.

Le type de détecteur est adapté au local à protéger. Les détecteurs sont de type optique de fumée, hormis pour les locaux groupes électrogènes (qui sont équipés de détecteur de flamme et optiques de fumées) ;

- d'un système de désenfumage mécanique. Les salles informatiques sont désenfumées, de même que tous les locaux aveugles de plus de 100 m² et les locaux de plus de 300 m². Les locaux de stockage des batteries sont ventilés (en cas de dégagement d'hydrogène) ;
- d'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation lorsqu'elle est couverte, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées.

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »

situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement quelle que soit la température de l'installation et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Ces moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.

ARTICLE 7.4 - DISPOSITIF DE PRÉVENTION DES ACCIDENTS

ARTICLE 7.4.1 - MATÉRIELS UTILISABLES EN ATMOSPHÈRES EXPLOSIBLES

Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 7.1.1 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les installations électriques, mécaniques, hydrauliques et pneumatiques sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du code de l'environnement.

Le plan des zones à risque d'explosion est porté à la connaissance de l'organisme chargé de la vérification des installations électriques.

ARTICLE 7.4.2 - INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

ARTICLE 7.4.3 - VENTILATION DES LOCAUX

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux sont convenablement ventilés pour prévenir la formation d'atmosphère explosive ou toxique. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation est placé aussi loin que possible des immeubles habités ou occupés par des tiers et des bouches d'aspiration d'air extérieur, et à une hauteur suffisante compte tenu de la hauteur des bâtiments environnants afin de favoriser la dispersion des gaz rejetés et au minimum à 1 mètre au-dessus du faîtage.

La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des polluants dans l'atmosphère (par exemple l'utilisation de chapeaux est interdite).

ARTICLE 7.4.4 - SYSTÈMES DE DÉTECTION ET EXTINCTION AUTOMATIQUES

Chaque local technique, armoire technique ou partie de l'installation recensée selon les dispositions de l'article 7.1.1 en raison des conséquences d'un sinistre susceptible de se produire dispose d'un dispositif de détection de *substance particulière/fumée*. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection et le cas échéant d'extinction. Il organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes-rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

En cas d'installation de systèmes d'extinction automatique d'incendie, ceux-ci sont conçus, installés et entretenus régulièrement conformément aux référentiels reconnus.

ARTICLE 7.4.5 - PROTECTION CONTRE LA FOUDRE

Les installations sur lesquelles une agression par la foudre peut être à l'origine d'événements susceptibles de porter gravement atteinte, directement ou indirectement à la sécurité des installations, à la sécurité des personnes ou à la qualité de l'environnement, sont protégées contre la foudre en application de l'arrêté ministériel en vigueur.

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »

situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

L'installation des protections contre la foudre fait l'objet d'une vérification complète par un organisme compétent, distinct de l'installateur, au plus tard six mois après leur installation.

Une vérification visuelle est réalisée annuellement par un organisme compétent.

L'état des dispositifs de protection contre la foudre des installations fait l'objet d'une vérification complète tous les deux ans par un organisme compétent. Ces vérifications sont réalisées conformément à la norme NF EN 62305-3.

Les agressions de la foudre sur le site sont enregistrées. En cas de coup de foudre enregistré, une vérification visuelle des dispositifs de protection concernés est réalisée, dans un délai maximum d'un mois, par un organisme compétent. Si l'une de ces vérifications fait apparaître la nécessité d'une remise en état, celle-ci est réalisée dans un délai maximum d'un mois.

ARTICLE 7.5 - DISPOSITIF DE RÉTENTION DES POLLUTIONS ACCIDENTELLES

ARTICLE 7.5.1 - RÉTENTIONS ET CONFINEMENT

I. Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes:

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.

II. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

Le stockage des liquides inflammables, ainsi que des autres produits toxiques ou dangereux pour l'environnement, n'est permis sous le niveau du sol que dans des réservoirs en fosse maçonnée, ou assimilés, et pour les liquides inflammables, dans les conditions énoncées ci-dessus.

III. Pour les stockages qui sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.

IV. Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

ARTICLE 7.5.2 - DISPOSITIF DE RÉTENTION DES EAUX D'EXTINCTION INCENDIE

I. Toutes mesures sont prises pour recueillir l'ensemble des eaux et écoulements susceptibles d'être pollués lors d'un sinistre, y compris les eaux utilisées lors d'un incendie, afin que celles-ci soient récupérées ou traitées afin de prévenir toute pollution des sols, des égouts, des cours d'eau ou du milieu naturel. Ce confinement peut être réalisé par des dispositifs internes ou externes à l'installation. Les dispositifs internes sont interdits lorsque des matières dangereuses sont stockées.

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »

situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

II. En cas de confinement interne, les orifices d'écoulement sont en position fermée par défaut. En cas de confinement externe, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement lorsque des eaux susceptibles d'être polluées y sont portées. Tout moyen est mis en place pour éviter la propagation de l'incendie par ces écoulements.

III. Le volume nécessaire à ce confinement est déterminé de la façon suivante. L'exploitant calcule la somme:

- du volume d'eau d'extinction nécessaire à la lutte contre l'incendie de la zone la plus grande et la plus à risque ;
- du volume de produit libéré par cet incendie ;
- du volume d'eau lié aux intempéries, à raison de 10 litres par mètre carré de surface de drainage vers l'ouvrage de confinement lorsque le confinement est externe.

La rétention est assurée par le réseau de canalisation d'une capacité de 180 m³ et par la mise en place d'un bassin enterré de 610 m³ présent au nord-ouest du site et équipé d'une vanne permettant d'isoler le bassin et éviter l'écoulement des eaux vers le réseau collectif. Ce bassin récupère toutes les eaux pluviales et toutes les eaux d'extinction incendie, soit une capacité totale de rétention de 790 m³.

Chacune des aires de dépotage est équipée d'une rétention en cuve enterrée de capacité 12 m³ (ce volume est dimensionné de façon à pouvoir recevoir la totalité d'une alvéole de camion citerne d'alimentation des cuves fioul et une certaine quantité d'eau de pluie).

IV. Les eaux d'extinction collectées sont éliminées vers les filières de traitement des déchets appropriées.

ARTICLE 7.6 - DISPOSITIONS D'EXPLOITATION

ARTICLE 7.6.1 - SURVEILLANCE DE L'INSTALLATION

L'exploitant désigne une ou plusieurs personnes référentes ayant une connaissance de la conduite de l'installation, des dangers et inconvénients que son exploitation induit, des produits utilisés ou stockés dans l'installation et des dispositions à mettre en œuvre en cas d'incident.

ARTICLE 7.6.2 - TRAVAUX

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 7.1.1 et notamment celles recensées locaux à risque (et notamment les salles informatiques, locaux TGBT, locaux batteries, locaux groupes électrogènes, locaux de stockage avec des matières combustibles, aire de dépotage de fioul, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

ARTICLE 7.6.3 - VÉRIFICATION PÉRIODIQUE ET MAINTENANCE DES ÉQUIPEMENTS

L'exploitant assure ou fait effectuer la vérification périodique et la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des éventuelles installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels sont enregistrées sur un registre sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

ARTICLE 7.6.4 - CONSIGNES D'EXPLOITATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes sont établies, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel.

Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
 - l'interdiction de tout brûlage à l'air libre ;
 - l'obligation du "permis d'intervention" pour les parties concernées de l'installation ;
 - les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
 - les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses ;
 - les modalités de mise en œuvre des dispositifs d'isolement du réseau de collecte, prévues à l'article 4.2.4.2 ;
 - les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie ;
 - la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc. ;
 - l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident ;
 - les modes opératoires des opérations de dépotage de liquides inflammables ;
 - les instructions de maintenance et de nettoyage (liés à l'utilisation et aux stockages de liquides inflammables) ;
- la fréquence des contrôles de l'étanchéité et de vérification des dispositifs de rétention.

ARTICLE 7.6.5 - INTERDICTION DE FEUX

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

ARTICLE 7.6.6 - FORMATION DU PERSONNEL

Outre l'aptitude au poste occupé, les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

TITRE 8 - CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES A CERTAINES INSTALLATIONS DE L'ÉTABLISSEMENT

ARTICLE 8.1 - INSTALLATIONS DE COMBUSTION

Les installations de combustion présentes sur le site seront uniquement des appareils de secours destinés à alimenter des systèmes de sécurité ou à prendre le relais de l'alimentation principale du site en cas de défaillance de celle-ci.

ARTICLE 8.1.1 - CONTRÔLE DE LA COMBUSTION

Les appareils de combustion sont équipés de dispositifs permettant d'une part, de contrôler leur bon fonctionnement et d'autre part, en cas de défaut, de mettre en sécurité l'appareil concerné et au besoin l'installation.

Les installations doivent être exploitées sous la surveillance permanente d'un personnel qualifié. Il vérifie périodiquement le bon fonctionnement des dispositifs de sécurité et s'assure de la bonne alimentation en combustible des appareils de combustion.

L'exploitant consigne par écrit les procédures de reconnaissance et de gestion des anomalies de fonctionnement ainsi que celles relatives aux interventions du personnel et aux vérifications périodiques du bon fonctionnement de l'installation et des dispositifs assurant sa mise en sécurité. Ces procédures précisent la fréquence et la nature des vérifications à effectuer pendant et en dehors de la période de fonctionnement de l'installation.

ARTICLE 8.1.2 - ENTRETIEN ET TRAVAUX

L'exploitant doit veiller au bon entretien des dispositifs de réglage, de contrôle, de signalisation et de sécurité. Ces vérifications et leurs résultats sont consignés par écrits.

Le réglage et l'entretien de l'installation se fera soigneusement et aussi fréquemment que nécessaire, afin d'assurer un fonctionnement ne présentant pas d'inconvénients pour le voisinage.

ARTICLE 8.1.3 - REGISTRE ENTRÉE/SORTIE

L'exploitant tient à jour un état indiquant la nature et la quantité de combustibles consommés, auquel est annexé un plan général des stockages.

La présence de matières dangereuses ou combustibles à l'intérieur des locaux abritant les appareils de combustion est limitée aux nécessités de l'exploitation.

ARTICLE 8.1.4 - ISSUES

Les installations doivent être aménagées pour permettre une évacuation rapide du personnel dans deux directions opposées.

L'emplacement des issues doit offrir au personnel des moyens de retraite en nombre suffisant. Les portes doivent s'ouvrir vers l'extérieur et pouvoir être manœuvrées de l'intérieur en toutes circonstances. L'accès aux issues est balisé.

ARTICLE 8.1.5 - CONDITIONS SPÉCIFIQUES DE FONCTIONNEMENT

Les opérations de démarrage et d'arrêt font l'objet de consignes d'exploitation écrites. Les phases de démarrage et d'arrêt des installations de combustion sont aussi courtes que possible.

ARTICLE 8.2 - STOCKAGE DE LIQUIDES INFLAMMABLES

Le stockage de liquides inflammables est destiné à l'alimentation des installations de combustion (groupes électrogènes). Il comprend :

- 6 cuves enterrées de FOD en fosse double enveloppe avec détection de fuite d'une capacité unitaire de 100 m³,
- 2 cuves enterrées de FOD en fosse double enveloppe avec détection de fuite d'une capacité unitaire de 10 m³,
- 14 cuves aériennes de FOD d'une capacité unitaire de 0,5 m³ avec rétention.

Les maintenances préventives qui permettent de contrôler le fonctionnement et le bon état des installations et des systèmes de détection de fuites sur les cuves sont les suivantes :

- Contrôle de la double paroi des cuves enterrées : tous les 5 ans ;
- Contrôle des nourrices : chaque année ;
- Contrôle du système de détection des fuites des cuves : chaque année ;
- Contrôle du système de détection des fuites sur les Groupes Électrogènes et leurs nourrices : chaque année.

Les locaux des groupes électrogènes abritant les cuves journalières sont tous équipés d'un sol étanche avec seuil au niveau des portes d'accès (seuils de 5 cm minimum) jouant le rôle de rétention ainsi que des caniveaux dédiés pour recueillir toute fuite de fioul.

ARTICLE 8.2.1 - STOCKAGE ENTERRÉ DE LIQUIDES INFLAMMABLES

Article 8.2.1.1. Dispositions constructives

Les réservoirs sont installés de façon à ce que leurs parois soient situées aux distances minimales suivantes, mesurées horizontalement : 2 mètres des limites de propriété ainsi que des fondations de tout local sans lien avec l'exploitation du réservoir.

La structure des réservoirs est en acier ou en matière composite, à double enveloppe et conformes à la norme qui leur est applicable.

Les réservoirs sont maintenus solidement de façon qu'ils ne puissent remonter sous l'effet de la poussée des eaux ou sous celui de la poussée des matériaux de remblayage.

En aucun cas une cavité quelconque (cave, sous-sol, excavation) ne peut se trouver au-dessous d'un réservoir enterré.

Le réservoir est entouré d'une couche de sable surmontée d'une couche de terre bien pilonnée d'une épaisseur minimale de 0,50 mètre à la partie supérieure du corps du réservoir.

Si l'installation contient plusieurs réservoirs, leurs parois sont distantes d'au moins 0,20 mètre.

Aucun stockage de matière combustible ne se trouve au-dessus d'un réservoir enterré. Tout passage de véhicules et tout stockage de matériaux divers au-dessus d'un réservoir sont interdits à moins que le réservoir ne soit protégé par un plancher ou un aménagement pouvant résister aux charges éventuelles.

Article 8.2.1.2. Mise à la terre des équipements

Les équipements métalliques (réservoirs, cuves, canalisations) sont mis à la terre conformément aux réglementations applicables, compte tenu notamment de la nature explosive ou inflammable des produits.

Sous réserve des impératifs techniques qui peuvent résulter de la mise en place de dispositifs de protection cathodique, les installations fixes de transfert de liquides inflammables ainsi que les charpentes et enveloppes métalliques seront reliées électriquement entre elles ainsi qu'à une prise de terre unique. La continuité des liaisons présente une résistance inférieure à 1 ohm et la résistance de la prise de terre est inférieure à 10 ohms.

Article 8.2.1.3. État des volumes stockés

L'exploitant est en mesure de fournir à tout instant, une estimation des volumes stockés ainsi qu'un bilan quantité réceptionnées et quantités délivrées pour chaque catégorie de liquides inflammables détenus, auxquels est annexé un plan général des stockages. Cette information est tenue à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 8.2.1.4. Système de détection de fuite :

Les stockages enterrés sont munis de système de détection de fuite entre les deux enveloppes qui déclenche automatiquement une alarme visuelle et sonore en cas de fuite. Ce système de détection de fuite est conforme à la norme EN 13160 dans la version en vigueur au jour de sa mise en service ou à toute norme équivalente en vigueur dans la communauté européenne ou l'espace économique européen.

Le détecteur de fuite et ses accessoires sont accessibles en vue de faciliter leur contrôle.

Article 8.2.1.5. Aires de chargement / déchargement

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Article 8.2.1.6. Remplissage des cuves

Toute opération de remplissage des réservoirs est contrôlée par un dispositif de sécurité qui interrompt automatiquement le remplissage lorsque le niveau maximal est atteint.

Ce dispositif est conforme à la norme NF EN 13616 dans sa version en vigueur le jour de la mise en place du dispositif ou à toute norme équivalente en vigueur dans l'union européenne ou l'espace économique européen.

Sur chaque canalisation de remplissage et à proximité de l'orifice de remplissage du réservoir est mentionnée, de façon apparente, la pression maximale de service du limiteur de remplissage lorsque le remplissage peut se faire sous pression.

Il est interdit de faire subir au limiteur de remplissage des pressions supérieures à la pression maximale de service.

Chaque réservoir est équipé d'un dispositif permettant de connaître à tout moment le volume du liquide contenu.

Ce dispositif est indépendant du limiteur de remplissage mentionné ci-dessus.

La livraison de fuel en période de pluie est proscrite.

Article 8.2.1.7. Les événements

Les événements sont situés à la partie supérieure du réservoir, au-dessus du niveau maximal d'utilisation. Ils ont une section totale au moins égale à la moitié de la somme des sections des tuyauteries de remplissage et une direction finale ascendante depuis le réservoir.

Leurs orifices débouchent à l'air libre en un endroit visible depuis le point de livraison à au moins 4 mètres au-dessus du niveau de l'aire de stationnement du véhicule livreur et à une distance horizontale minimale de 3 mètres de toute cheminée ou de tout feu nu.

Cette distance est d'au moins 10 mètres vis-à-vis des issues des établissements des catégories 1, 2, 3 ou 4 recevant du public.

Dans tous les cas où le réservoir est sur rétention, les événements dudit réservoir débouchent au-dessus de la cuvette de rétention.

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »

situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

Les événements des réservoirs ou des compartiments d'un réservoir qui contiennent des produits non soumis aux dispositions de récupération des vapeurs débouchent à l'air libre et sont isolés des événements soumis aux dispositions de récupération des vapeurs qui les gardent confinés, y compris en cas de changement d'affectation des réservoirs.

Article 8.2.1.8. Tuyauteries enterrées transportant des liquides inflammables

Les tuyauteries sont installées à pente descendante vers les réservoirs.

Les tuyauteries sont munies d'une deuxième enveloppe externe étanche compatible avec le produit transporté, séparée par un espace annulaire de l'enveloppe interne.

Les tuyauteries sont conformes à la norme NF EN 14125 dans sa version en vigueur à la date de mise en service des tuyauteries ou à toute norme équivalente en vigueur dans la communauté européenne ou l'espace économique européen.

Lorsque les produits circulent par aspiration, un clapet anti-retour est placé en dessous de la pompe.

Un point bas (boîtier de dérivation, réceptacle au niveau du trou d'homme du réservoir) permet de recueillir tout écoulement de produit en cas de fuite de la tuyauterie. Ce point bas est pourvu d'un regard permettant de vérifier l'absence de produit ou de vapeur et est éloigné de tout feu nu.

Un contrôle de l'absence de liquide est réalisé hebdomadairement au point bas précité. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

L'orifice de chacune des tuyauteries de remplissage est fermé, en dehors des opérations d'approvisionnement, par un obturateur étanche.

Article 8.2.1.9. Contrôles

Les systèmes de détection de fuite des réservoirs et des tuyauteries sont de classe I ou II au sens de la norme EN 13160 dans sa version en vigueur à la date de mise en service du système ou de toute norme équivalente en vigueur dans la communauté européenne ou l'espace économique européen.

Les alarmes visuelles et sonores du détecteur de fuite sont placées de façon à être vues et entendues du personnel exploitant.

Le système de détection de fuite est contrôlé et testé, par un organisme agréé conformément aux dispositions décrites à l'article 8 du présent arrêté, dès son installation puis tous les cinq ans. Le résultat du dernier contrôle ainsi que sa durée de validité sont affichés près de la bouche de dépotage du réservoir.

Entre deux contrôles par un organisme agréé, le fonctionnement des alarmes est testé annuellement par l'exploitant sans démontage du dispositif de détection de fuite. Un suivi formalisé de ces contrôles est réalisé et tenu à disposition de l'inspection des installations classées et de l'organisme de contrôle périodique.

ARTICLE 8.2.2 - ALIMENTATION EN COMBUSTIBLES

Les réseaux d'alimentation en combustible doivent être conçus et réalisés de manière à réduire les risques en cas de fuite notamment dans des espaces confinés. Les canalisations sont en tant que de besoin protégées contre les agressions extérieures (corrosion, choc, température excessive...) et repérées par les couleurs normalisées.

Un dispositif de coupure, indépendant de tout équipement de régulation de débit, doit être placé à l'extérieur des bâtiments pour permettre d'interrompre l'alimentation en combustible des appareils de combustion. Ce dispositif, clairement repéré et indiqué dans des consignes d'exploitation, doit être placé :

- dans un endroit accessible rapidement et en toutes circonstances,
- à l'extérieur et en aval du poste de livraison et/ou du stockage du combustible.

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »

situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

Il est parfaitement signalé, maintenu en bon état de fonctionnement et comporte une indication du sens de la manœuvre ainsi que le repérage des positions ouverte et fermée.

Tout appareil de réchauffage d'un combustible liquide doit comporter un dispositif limiteur de la température, indépendant de sa régulation, protégeant contre toute surchauffe anormale du combustible.

Le parcours des canalisations à l'intérieur des locaux où se trouvent les appareils de combustion est aussi réduit que possible.

Par ailleurs, un organe de coupure rapide doit équiper chaque appareil de combustion au plus près de celui-ci.

La consignation d'un tronçon de canalisation, notamment en cas de travaux, s'effectuera selon un cahier des charges précis défini par l'exploitant. Les obturateurs à opercule, non manœuvrables sans fuite possible vers l'atmosphère, sont interdits à l'intérieur des bâtiments.

ARTICLE 8.3 - ATELIER DE CHARGE D'ACCUMULATEURS

ARTICLE 8.3.1 - COMPORTEMENT AU FEU DES BÂTIMENTS

Les locaux abritant l'installation doivent présenter les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimales suivantes :

- murs et planchers hauts coupe-feu de degré 2 heures
- couverture incombustible,
- portes intérieures coupe-feu de degré 1/2 heure et munies d'un ferme-porte ou d'un dispositif assurant leur fermeture automatique,
- porte donnant vers l'extérieur pare-flamme de degré 1/2 heure,
- pour les autres matériaux : classe M0 (incombustibles) .

ARTICLE 8.3.2 - VENTILATION

Sans préjudice des dispositions du code du travail, les locaux doivent être convenablement ventilés pour éviter tout risque d'atmosphère explosible ou nocive. Le débouché à l'atmosphère de la ventilation doit être placé aussi loin que possible des habitations voisines et des bureaux.

Le local de l'installation sera très largement ventilé par la partie supérieure de manière à éviter toute accumulation de mélange gazeux détonnant dans ce local. Le fonctionnement des chargeurs de batteries sera asservi au fonctionnement de la ventilation mécanique.

Les locaux seront équipés de détecteurs d'hydrogène. Le seuil de la concentration limite en hydrogène admise dans le local sera pris à 25% de la L.I.E. (limite inférieure d'explosivité), soit 1% d'hydrogène dans l'air. Le dépassement de ce seuil devra interrompre automatiquement l'opération de charge et déclencher une alarme.

Le rejet à l'atmosphère se fera par un conduit incombustible, débouchant à l'air libre en un lieu éloigné de toute source d'ignition et tel que la dispersion d'un mélange gazeux soit assurée en toutes circonstances sans gêne pour le voisinage.

Les conduits de ventilation sont munis de clapets coupe-feu à la séparation entre les cellules et restituant le degré coupe-feu de la paroi traversée.

L'atelier sera équipé de dispositifs d'évents correctement dimensionnés et disposés afin d'annuler pour son environnement immédiat les conséquences d'une explosion due à l'activité de charge d'accumulateurs.

ARTICLE 8.3.3 - PROTECTION INDIVIDUELLE

Sans préjudice des dispositions du code du travail, des matériels de protection individuelle, adaptés aux risques présentés par l'installation et permettant l'intervention en cas de sinistre, doivent être conservés à proximité du

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »

situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

dépôt et du lieu d'utilisation. Ces matériels doivent être entretenus en bon état et vérifiés périodiquement. Le personnel doit être formé à l'emploi de ces matériels.

ARTICLE 8.3.4 - MATÉRIEL ÉLECTRIQUE DE SÉCURITÉ

Les installations électriques doivent être réduites à ce qui est strictement nécessaire aux besoins de l'exploitation. Elles doivent être entretenues en bon état et constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives. Les installations électriques doivent être réalisées conformément au décret n° 88-1056 du 14 novembre 1988 relatif à la réglementation du travail.

ARTICLE 8.3.5 - INTERDICTION DES FEUX

Dans le local, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un "permis de feu".

Cette interdiction doit être affichée en caractères apparents.

ARTICLE 8.3.6 - UTILISATION RATIONNELLE DE L'ÉNERGIE

Les postes de charge d'accumulateurs sont équipés de dispositifs de suivi des charges mesurant l'état réel de charge des accumulateurs et arrêtant automatiquement la charge des batteries lorsqu'elles sont totalement rechargées.

TITRE 9 - SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

ARTICLE 9.1 - BILANS PÉRIODIQUES

ARTICLE 9.1.1 - BILAN ENVIRONNEMENTAL ANNUEL

L'exploitant adresse au Préfet, au plus tard le 1^{er} avril de chaque année, un bilan annuel portant sur l'année précédente :

- des utilisations d'eau ; le bilan fait apparaître éventuellement les économies réalisées.
- de la masse annuelle des émissions de polluants, suivant un format fixé par le ministre chargé des installations classées. La masse émise est la masse du polluant considéré émise sur l'ensemble du site de manière chronique ou accidentelle, canalisée ou diffuse dans l'air, l'eau, et les sols, quel qu'en soit le cheminement, ainsi que dans les déchets éliminés à l'extérieur de l'établissement. Ce bilan concerne au minimum, d'après les éléments portés à la connaissance de l'inspection des installations classées, les substances suivantes : NO_x, SO₂.

L'exploitant transmet dans le même délai par voie électronique à l'inspection des installations classées une copie de cette déclaration suivant un format fixé par le ministre chargé de l'inspection des installations classées.

TITRE 10 - PRÉVENTION DES NUISANCES SUR LA NATURE

ARTICLE 10.1 - MESURES D'ÉVITEMENT, DE RÉDUCTION ET DE COMPENSATION

L'exploitant met en place les mesures d'évitement, de réduction et de compensation décrites dans son dossier de demande d'autorisation environnementale.

ARTICLE 10.2 - SUIVI DE LA FAUNE, DE LA FLORE ET DES ZONES HUMIDES

Un bilan pédologique et un inventaire floristique du site sont menés aux fréquences suivantes : 1 an après les travaux du bâtiment MAE2, puis 5 ans, 10 ans et 20 ans. Ces bilans permettent la mise en place d'éventuelles mesures de correction de la compensation.

Des mesures d'accompagnement portant sur l'amélioration de la connaissance des fonctionnements des milieux humides sont réalisées l'année suivant les travaux de construction du bâtiment MAE2, puis au minimum cinq ans après les travaux et s'intéressent à la restauration des trois fonctions principales d'une zone humide (fonction hydraulique, fonction écologique et fonction épuratrice). Elles portent sur l'ensemble des milieux humides restaurés, recréés sur le secteur.

Cette zone humide impactée par l'aménagement du bâtiment MAE2 située au Nord et à l'Est du site est délimitée dans le dossier de demande d'autorisation environnementale.

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

TITRE 11 - ÉCHÉANCES

Article	Documents / Contrôles à effectuer	Périodicité / Échéances
1.5	Attestation de garanties financières	Avant la mise en activité du bâtiment MAE2
1.6.5	Déclaration de changement d'exploitant	Dans le mois qui suit le changement
1.6.6	Notification de cessation d'activité	3 mois avant l'arrêt définitif
2.5	Déclaration d'accidents et incidents	Dans les meilleurs délais
	Rapport d'accident	Sous 15 jours
2.6.1	Dossier d'autorisation tenu à disposition sur le site	Durant 5 ans minimum
3.2.5	Mesures périodiques des teneurs en Monoxyde de carbone (CO) sur les groupes électrogènes	a minima toutes les 500 heures de fonctionnement des groupes électrogènes
6.2.4	Contrôle du niveau de bruit et de l'émergence	Un an au maximum après la mise en service fdes installations du bâtiment MAE2
7.3.2	Contrôle des moyens de lutte contre l'incendie (extincteurs, désenfumage)	Au moins une fois par an
7.4.2	Contrôle des installations électriques	Au minimum annuellement
7.4.5	Vérification des dispositifs de protection contre la foudre	Au plus tard 6 mois après l'installation
		Vérification visuelle annuelle
		Vérification complète tous les 2 ans
		Après impact, vérification visuelle sous 1 mois et remise en état sous 1 mois
7.4.4	Maintenance et tests du système de détection incendie et d'extinction automatique	Au moins semestrielle
8.2.1.9	Test du système de détection de fuite	Dès l'installation puis tous les 5 ans
	Entre 2 contrôles test des alarmes de fuite	Annuellement
9.1.1	Bilan environnemental annuel	Avant le 1 ^{er} avril de chaque année
10.2	Un bilan pédologique et un inventaire floristique	1 an après les travaux du bâtiment MAE2 puis à 5 ans, 10 ans et 20 ans.
	Amélioration de la connaissance des fonctionnements des milieux humides restaurés et recréés	Année suivant les travaux de construction du bâtiment MAE2, puis au minimum cinq ans après les travaux

(Rappel des échéances de l'arrêté préfectoral)

TITRE 12 - INFORMATION ET DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 12.1 - SANCTIONS

En cas de non-respect de l'une des prescriptions qui précèdent, il pourra être fait application des sanctions prévues par les dispositions des articles L.171-6 et suivants, Livre V, Titre I, Chapitre IV du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement, ceci sans préjudice des condamnations qui pourraient être prononcées par les tribunaux compétents.

ARTICLE 12.2 - FRAIS

Tous les frais occasionnés par l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

ARTICLE 12.3 - INFORMATION DES TIERS (ARTICLE R.181-44 DU CODE DE L'ENVIRONNEMENT)

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale ou de l'arrêté de refus est déposée en mairie de Bailly-Romainvilliers et peut y être consultée;

2° Un extrait de ces arrêtés est affiché en la mairie de Bailly-Romainvilliers pendant une durée minimum d'un mois; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38;

4° L'arrêté est publié pendant une durée minimale de quatre mois sur le site internet des services de l'État en Seine-et-Marne (<http://www.seine-et-marne.gouv.fr/>).

L'information des tiers s'effectue dans le respect du secret de la défense nationale, du secret industriel et de tout secret protégé par la loi.

Une copie de l'arrêté est affichée en permanence de façon visible dans l'installation par les soins du bénéficiaire de l'autorisation.

Annexe à l'arrêté n° 2022-11/DCSE/BPE/IC du 24 février 2022
autorisant la société BNP Paribas à poursuivre l'exploitation du bâtiment « MAE1 »
et à exploiter le nouveau bâtiment « MAE2 »
situés 11, Avenue Johannes Gutenberg à Bailly-Romainvilliers (77 700)

Annexe 1 : Plan de positionnement des mesures de bruit



